

SECURITE ALIMENTAIRE DANS UN CONTEXTE DE DYNAMIQUE DE L'HEVEACULTURE DANS LE DEPARTEMENT DE MEAGUI

N'GUETTA Manouan Jean Marcel

*Etudiant, Département d'Anthropologie et de Sociologie, Université Alassane Ouattara, Laboratoire d'Agro économie et de Développement Rural (LADR), Centre de Recherche pour le Développement (CRD),
nguettam986@gmail.com / jeannguetta13@gmail.com*

KOUASSI Kouadio Edouard

*Sociologue, Chargé de Recherche, Chercheur au Laboratoire d'Agroéconomie et Développement Rural (LADR), Centre de Recherche pour le Développement (CRD), Université Alassane Ouattara. Bouaké
edouardkouassi@uao.edu.ci / kouassikedouard@yahoo.fr*

KONAN Kouakou Blaise

*Sociologue, Attaché de Recherche, Chercheur au Laboratoire d'Agroéconomie et Développement Rural (LADR), Centre de Recherche pour le Développement (CRD), Université Alassane Ouattara. Bouaké
ngonianblaise@uao.edu.ci / ngonianblaise@gmail.com*

Résumé

Dans la plupart des localités du sud-ouest forestier ivoirien, l'hévéaculture connaît un développement rapide dans le paysage agraire. Le développement de l'hévéa a pour conséquence la réduction des parcelles réservées aux cultures vivrières. Cette situation impacte négativement la production du vivrier. Le département de Méagui n'est pas en marge de la baisse de production vivrière causée par l'hévéaculture. Cet article vise à analyser l'impact de la dynamique de l'hévéaculture sur la sécurité alimentaire dans le département de Méagui. L'étude a été réalisée suivant une approche mixte. Les techniques d'entretien semi-directif et d'administration de questionnaire ont été mobilisées pour l'enquête de terrain. De plus, des recherches documentaires ont été effectuées pour faire un état des productions sur cette question. L'analyse des données collectées grâce à ces techniques indique que la sécurité alimentaire dans le département de Méagui est compromise

par l'expansion de l'hévéaculture. Les superficies occupées par l'hévéa représentent plus de 70% des terres autrefois dédiées à la production des vivriers et environ 40% de l'ensemble de l'espace agricole. Les aires de cultures vivrières sont considérablement réduites, occasionnant une faible disponibilité des denrées alimentaires. La population reste aujourd'hui sous la menace de l'insécurité alimentaire.

Mots clés : Dynamisme de l'Hévéaculture, Insécurité alimentaire, Mutations, Culture vivrière, Espace agricole, Aires de culture

Abstract

In most areas of south-west Côte d'Ivoire, rubber cultivation is developing rapidly in the agrarian landscape. The development of rubber plantations has resulted in a reduction in the number of plots set aside for food crops. This is having a negative impact on food crop production. The department of Méagui is not immune to the decline in food crop production. The aim of this article is to analyse the impact of the dynamics of rubber cultivation on food security in Méagui district. The study used a mixed-method approach. Semi-structured interviews and questionnaires were used for the field survey. In addition, documentary research was carried out to establish the state of production on this issue. Analysis of the data collected using these techniques indicates that food security in Méagui department is compromised by the expansion of rubber cultivation. The area under rubber represents more than 70% of the land previously used for food production, and around 40% of the total land area. Food crop areas have been considerably reduced, resulting in low food availability. The population remains under threat from food insecurity.

Keywords: Dynamism of Rubber, Food insecurity, Changes, Food crops, Agrarian space, Cultivation area

Introduction

Le binôme café-cacao a été durant près d'un demi-siècle, les deux cultures qui ont marqué de leurs empreintes, l'espace agricole du département de Méagui. Elles ont été les principales sources de revenus économiques des populations rurales. Mais compte tenu de l'instabilité des prix à l'échelle mondiale et nationale, ces populations vont progressivement abandonner le binôme au profit de l'hévéaculture. En effet, la culture de l'hévéa

début dans les années 1950 à l'initiative de sociétés privées. La première tentative d'introduction en agriculture familiale date des années 1970, avec un appui timide des politiques publiques, alors plus préoccupées par le cacao. Le véritable appui politiques à l'hévéaculture villageoises a débuté dans les années 1980 avec l'aide des bailleurs de fonds (E. Brou, 1982). Dès lors, l'hévéaculture familiale amorce une certaine dynamique dans le pays.

Mais au début des années 1990, les vents de la libéralisation entraînent le désengagement de l'Etat. Bien des observateurs prédisaient déjà un effondrement de la production villageoise. Au contraire, les investissements hors-projet, reprennent de plus belle, sans aide publique (B. Atta, 2012). Cette tendance se poursuit et permet à l'hévéa de se positionner comme une alternative économique majeure, grâce à son prix rémunérateur et sa capacité à rendre riche les paysans en Côte d'Ivoire. Au point où depuis 15 ans, le pays produit plus de 1,2 million de tonnes par an (APROMAC, 2022).

Cependant, l'engouement suscité par cette culture à travers la création de nombreuses plantations impacte gravement la disponibilité des ressources alimentaires de premières nécessités. A partir de ce constat, la préoccupation majeure à laquelle se propose de répondre, la présente étude a été libellée comme suit : Comment la dynamique amorcée par l'hévéaculture impacte-t-elle la sécurité alimentaire dans le département de Méagui ? Plus spécifiquement, quels sont les facteurs explicatifs de l'adhésion des planteurs à la culture de l'hévéa ? Et comment l'hévéaculture constitue-t-elle une menace pour la sécurité alimentaire à Méagui ?

Pour appréhender cette problématique, nous avons formulée l'hypothèse suivante : L'hévéaculture constitue un réel risque d'insécurité alimentaire du fait de l'expansion des plantations villageoise dans ce département. L'objectif général de l'étude est d'étudier l'impact de l'expansion de

l'hévéaculture sur la disponibilité alimentaire dans le département de Méagui. De façon spécifique, elle vise à étudier, d'une part les raisons de l'adoption de l'hévéaculture par les paysans, et d'autre part à analyser les risques d'insécurité alimentaire du fait de la culture de l'hévéa.

I. Matériels et méthodes

Les matériels et méthodes ont été structurés autour de deux principaux points. Le premier a servi à présenter le site de l'étude et le deuxième a porté sur l'échantillonnage, la collecte et l'analyse des données.

1.1. Présentation du site de l'étude : le département de Méagui

Chef-lieu de département, Méagui est situé au sud-ouest de la Côte d'Ivoire dans la région de la Nawa. Le département se compose des sous-préfectures de Méagui, de Oupoyo et de Gnanmangui. Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2021), la population de cette circonscription administrative est de 299 251 habitants. On dénombre 67 villages dans la circonscription. La collecte des données de cette étude a été faite dans 04 de ces villages. La carte 1 présente le découpage administratif et l'ensemble des villages du département.

Carte 1 : Découpage administratif du département



1.2. Echantillonnage, collecte et analyse des données

Pour cette étude, une combinaison de la méthode du choix raisonné, du tirage aléatoire sans remise et du quota a été faite. En effet, le choix raisonné a permis de sélectionner des localités en tenant compte de l'accessibilité aux villages, des moyens financiers et logistiques à disposition et le temps imparti pour la collecte des données. Sur la question de l'accessibilité, les villages difficiles d'accès ont d'abord été éliminés au profit des villages faciles d'accès. Les moyens financiers et matériels disponibles, et le temps imparti pour l'étude a motivé le choix d'un quota de 25 producteurs par village. Quant au choix des sites d'étude, un tirage aléatoire sans remise de 04 villages a été fait parmi les localités éligibles. Ce tirage a permis de retenir les villages de Gnititoigui, de Kragui et de Touagui 1 dans la sous-préfecture de Méaqui et le village de Pogrégui dans la sous-préfecture de Oupoyo. Un dernier tirage aléatoire simple a été effectué au sein de chaque village, à partir de la liste des hévéaculteurs, pour sélectionner les individus enquêtés.

Cette démarche vise d'une part, à comprendre la dynamique d'expansion de l'hévéaculture dans le paysage

agraire villageois, et d'autre part, de recueillir le maximum de données sur les risques d'insécurité alimentaire induits par l'hévéaculture en milieu rural. Les données collectées ont été obtenues grâce à une recherche documentaire, mais aussi aux enquêtes de terrain.

Les enquêtes de terrain ont été réalisées à travers l'administration d'un questionnaire, l'entretien et l'observation des phénomènes étudiés. Le questionnaire a été centré sur l'étude de l'impact de l'expansion de l'hévéaculture sur la disponibilité alimentaire et la perception paysanne de l'insécurité alimentaire. Les entretiens menés auprès des personnes ressources intervenant directement ou non dans la filière ont servi à enrichir les informations collectées. L'observation a permis, quant à elle, de constater l'impact de l'expansion des plantations d'hévéa sur la disponibilité des ressources alimentaires dans le département. Une recherche documentaire a également aidé à documenter la dynamique de l'hévéaculture et ses conséquences sur la sécurité alimentaire en milieu rural ivoirien.

Les logiciels KoboCollect, Sphinx² (V5) et Excel ont respectivement servi à l'élaboration du questionnaire, à la collecte et à l'analyse des données quantitatives. Le tri thématique et l'analyse de contenu ont permis de traiter les données qualitatives.

Les données collectées ont été structurées en deux grandes parties intitulées résultats et discussion.

II. Résultats

Les facteurs explicatifs de l'adoption de l'hévéaculture et le rapport entre l'hévéaculture et l'insécurité alimentaire, constituent les deux résultats majeurs de la présente étude.

2.1. Les facteurs explicatifs de l'adhésion des planteurs à la culture d'hévéa

La crise du café-cacao et ses enjeux économiques, une population agricole favorable à la production de l'hévéa et la maladie du *Swollen Shoot* ont été identifiés comme les facteurs explicatifs de l'adoption de l'hévéaculture dans le département de Méagui.

2.1.1. Crise du café-cacao et ses enjeux économiques

Depuis son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire a fait le choix d'une économie basée sur l'agriculture. Ainsi, de 1960-1993 le pays avait pour slogan, « *Le succès de ce pays repose sur l'agriculture* ». Ce slogan était aussi traduit en acte avec un encadrement apporté à l'agriculture notamment au binôme café-cacao. En effet, dès l'autonomie politique en 1960, les autorités ivoiriennes ont priorisé la valorisation de l'économie de plantation, et le binôme café-cacao a été la locomotive de la vision. Le soutien du gouvernement a permis au secteur primaire d'être performant. De ce fait, l'on a parlé du miracle ivoirien ou du boom économique en raison de la forte croissance économique enregistrée et cela, dès la fin de la décennie 1970. (A. J-F Gbodje, 2021).

« *Cependant, derrière la performance économique de ce binôme, se cache des écueils qui sont aujourd'hui à la base de la ruée vers la culture de l'hévéa* » (A. J.-F. Gbodje, 2018, p. 56). Parmi ces écueils, la volatilité des prix du cacao et les maladies des vergers de cacao ont été les plus évoqués par les enquêtés avec respectivement 39% et 27%. En plus de ces derniers, on note également les effets du changement climatique et la forte pression parasitaire. Le tableau 1 présente les raisons explicatives de l'adoption de l'hévéaculture au détriment de la cacaoculture.

Tableau 1 : les causes de l'adoption de l'hévéaculture

| Les causes de l'adoption de l'hévéa | % des enquêtes |
|-------------------------------------------------|----------------|
| La forte pression parasitaire due aux ravageurs | 8% |
| La maladies des vergers de cacao | 27% |
| La volatilité du prix du cacao | 39% |
| Les effets du changement climatique | 26% |
| Total | 100% |

Source : Enquête de terrain, mai 2022

Pour de nombreux paysans, le café et le cacao ne sont plus rentables. L'hévéa apparaît comme une nouvelle source de revenu viable et crédible. L'hévéaculture est aussi une innovation agricole qui permet la diversification des sources de revenus. Partout, dans toutes les régions du centre-ouest, de l'Est, du Sud et du Sud-ouest (dont fait partie le département de Méagui), l'hévéa suscite un véritable engouement auprès des populations. La majorité des enquêtés (plus de 80%), autrefois cacaoculteurs, possède aujourd'hui une plantation d'hévéa. Ces plantations sont généralement de type villageois, de petites tailles comprises entre 0,5 et 10 hectares.

2.2.1. Les motivations de l'adoption de l'hévéa par la population paysanne

Le département de Méagui a été depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire une importante zone de production cacaoyère. L'importante production de cette spéculation, a permis au département désigné comme la capitale du cacao entre les années 2000 et 2010. Mais, parallèlement, les paysans avaient entamé l'adoption de l'hévéaculture à partir des années 1990, en raison de la fluctuation des prix et ses effets néfastes sur leurs prévisions économiques. En conséquence, bon nombre de cacaoculteurs sont aujourd'hui hévéaculteurs. Les entretiens réalisés ont permis de comprendre que les populations trouvent

dans l'hévéa, une opportunité de diversifier leurs revenus économiques afin vaincre la pauvreté. Certains producteurs ont trouvé comme parade d'associer les deux cultures comme nous pouvons le constater sur la photo 1.



Photo 1 : Une plantation de cacao mixte à Pogréagui (sous-préfecture d'Oupoyo)
Source : Enquête de terrain, mai 2022

Comme on peut le constater sur la photo 1, l'hévéa est en concurrence avec le cacao et a tendance à se positionner comme la principale culture de rente dans les localités d'étude. Même si les prix du kilogramme ont fortement chuté ces dernières années (ils sont passés de 1 000 F CFA entre 2005-2008 à 195 F CFA en 2019 et de 2021 à 2023. Les prix oscillent aujourd'hui entre 215 et 300 FCFA), la culture de l'hévéa ne s'est pas pour autant estompée. De nouvelles plantations continuent d'être créées dans l'espoir que les prix s'améliorent un jour. L'optimisme des paysans tient du fait que, contrairement au cacao et au café, l'hévéa procure des gains mensuels et peut leur permettre de subvenir aux besoins essentiels du mois. Cette assertion est confirmée par les propos d'une autorité traditionnelle, en ces termes :

« Contrairement au cacao dont la production est liée à des périodes précises, l'hévéa, une fois entrée en production, permet d'avoir de l'argent chaque mois, comme les fonctionnaires. L'hévéa, c'est l'argent en vitesse. Je ne regrette pas d'avoir détruit les cultures de cacao et de café. On a perdu le temps pour rien, alors qu'on avait la richesse à portée de mains. Dieu merci, il n'est jamais trop tard pour bien faire. J'ai tiré mon épingle du jeu, ce qui m'a permis de faire des réalisations » (B.A, Chef de village).

Ce raisonnement montre que le coût de l'hévéa importe peu. Les producteurs sont plutôt focalisés sur la régularité du gain qui constitue un réel motif pour son développement. L'hévéa représente pour eux un moyen de rattrapage économique suite aux baisses de productions du cacao et du café. Pour certains planteurs, la mensualité des revenus de l'hévéa est « *une opportunité de rattraper les personnes à revenu mensuel* ».

2.1.2. La maladie du Swollen Shoot, une autre cause de l'adhésion des planteurs à la culture d'hévéa

Identifier pour la première fois au Ghana en 1936, le *Swollen Shoot* est une maladie virale du cacaoyer qui se développe de manière endémique en Afrique de l'Ouest. Cette maladie est apparue en Côte d'Ivoire en 1943. Les superficies de plantation de cacao détruit par cette maladie sont estimées à 150.000 hectares (K. Kouakou et *al.* 2011). Les images ci-dessous présente une plantation de cacao détruite par le *Swollen-shoot*.



Photo 2 : infestation des feuilles immatures par le *Swollen Shoot*

Source : FIRCA, 2011



Photo 3 : Plantation de cacao détruite par le *Swollen Shoot*

Source : K. Kouakou et al. (2011)

Le *Swollen Shoot* se manifeste, entre autres, par l'apparition des bandes rouges sur les feuilles immatures et le vieillissement rapide et total de la plantation. « *Il s'en suit une baisse rapide de la production et une chute spectaculaire du rendement. Finalement l'arbre meurt au bout de trois à cinq ans après le début de l'infection* » (K. Kouakou et al. 2011 p. 4). Ainsi pour combler le manque à gagner, les planteurs de cacao sont obligés de changer de culture d'où le recours à l'hévéaculture. Même si la croissance des superficies d'hévéa a une conséquence sur la sécurité alimentaire des populations, ils sont de plus en plus engagés dans cette culture.

2.2. La sécurité alimentaire en danger à cause de l'hévéa

Malgré la forte occupation de l'espace agricole par la cacaoculture, la production vivrière du département de Méagui a toujours été très représentative dans la région de la Nawa. La possibilité d'association du vivrier et de la cacaoculture justifie en partie le bon niveau de la production vivrière. Les populations rurales et même urbaines restent dépendantes des principales cultures vivrières que sont : la banane plantain, le riz (pluvial et de bas-fond), le manioc, l'igname, la patate douce, etc. Mais la question est de savoir, que deviendront ces cultures dans les 5, 10 et 20 prochaines années, si l'extension de l'hévéa s'intensifie

dans un paysage agricole marqué foncièrement par le cacao ? En réponse à cette interrogation, un responsable de l'ANADER qui a répondu à nos interrogations soutient que : « *La production des denrées alimentaires se trouve aujourd'hui compromise du fait du rétrécissement accru des parcelles de culture* ». De plus, les spécialistes agronomes de l'ANADER, affirment que :

« Les superficies de production du riz pluvial, de la banane plantain et du manioc connaissent une baisse importante du fait de l'extension des plantations d'hévéa. Elles sont en effet passées de 6 500 ha en 2007 à 510 ha en 2018, soit une baisse de 5 990 ha en l'espace d'une décennie ».

La baisse de la production vivrière évoquée par l'agent de l'ANADER est consécutive à la colonisation du foncier par l'hévéa. Selon le Directeur régional de cette même structure : « *Aujourd'hui, le riz consommé en milieu rural est majoritairement constitué du riz de bas-fond et importé. Et le riz de bas-fond est même menacé, parce que l'hévéa est cultivé dans les bas-fond* ». Les données collectées auprès de la SODEFOR, de l'ANADER et des populations enquêtées révèlent que la consommation du riz de bas-fond et importé est devenue incontournable puisqu'on ne produit plus suffisamment du riz pluvial.

À Méagui, la production du riz de bas-fonds a été pendant longtemps laissée aux malinkés et aux burkinabè. Aujourd'hui, ces derniers sont rejoints par les baoulés, vu l'intérêt économique du riz. L'acquisition des bas-fonds se fait par location à raison de 20 000 à 25 000 F CFA/ha, dans certains cas et dans d'autres cas, ces espaces sont cédés dans la perspective de partager le riz récolté avec le propriétaire terrien (Bakwé). Face à la régression des aires culturelles du riz pluvial, l'exploitation des bas-fonds pour la production du riz devrait aujourd'hui être pour les autochtones, une opportunité d'assurer leur sécurité alimentaire menacée. Mais là encore, les bas-fonds subissent une autre pression anthropique qui est celle liée à

culture de l'hévéa et du palmier à huile. Au cours des enquêtes de terrain, nous avons constaté ce phénomène, précisément dans les villages de Touagui 1 et Pogréagui. De même, les aires cultivées en bananes plantains et en manioc sont aussi occupées par l'hévéa. La menace sur la disponibilité de ces produits commence dès lors que les plants d'hévéa grandissent et forment une couronne de feuillages. Il se crée alors, une humidité et un ombrage dense qui ne favorisent plus la culture de ces denrées. De plus, selon les techniciens de l'ANADER, l'usage d'une terre déjà occupée par l'hévéa ne favorise plus à court et moyen terme, le développement des cultures vivrières.

Les données collectées et présentées dans la partie des résultats ont été interprétées dans la discussion.

III. Discussion

Trois points ont meublé la discussion des résultats de cette étude, à savoir : (i) les fondements de l'expansion de l'hévéaculture villageoise, (ii) l'impact de l'hévéaculture villageoise sur la sécurité alimentaire et (iii) les recommandations.

3.1. Les fondements de l'expansion de l'hévéaculture villageoise

Au lendemain de l'indépendance, les paysans ivoiriens n'avaient que le café et le cacao comme source de revenus économiques dans les zones forestières. Ce choix a été fait par les paysans sur orientation de l'Etat ivoirien. Comme résultats le binôme café-cacao a permis de booster l'économie ivoirienne. Il convient aussi de noter que cette politique a été mise en œuvre au détriment des cultures vivrières (G. H. Coulibaly et al, 2019).

Cependant, le DSRP (2009) révèle que même si ce binôme a fortement contribué à la croissance de l'économie nationale, la réalité au niveau social, demeure tout autre. En effet, la pauvreté

a touché de plein fouet les populations rurales et principalement le monde paysan, avec un taux de pauvreté de 62,5% en 2008 malgré les performances économiques enregistrées au niveau étatique. La chute du prix du binôme café-cacao est aussi à l'origine de l'augmentation de la pauvreté surtout dans le milieu rural ivoirien (DSRP 2009). La croissance de la pauvreté dans les zones rurales est donc la résultante de la politique agricole adoptée par l'Etat ivoirien après son accession à l'indépendance. Cette analyse est soutenue par bon nombre d'observateur. C'est le cas Y. R. Kinimo, (1986, p. 4) qui soutient en ces termes :

« Les recettes issues de la commercialisation de ces produits agricoles ont (...) permis à la Côte d'Ivoire de réaliser de nombreux investissements socioéconomiques et d'importer des quantités de produits alimentaires, notamment le riz, le blé et des produits en protéines animales pour nourrir la population. Mais la chute des prix des matières premières agricoles intervenue entre 1980 et 1990, notamment du binôme café-cacao, va saper les fondamentaux de l'économie nationale ».

Cette crise du secteur café-cacao a conduit l'État ivoirien à faire le choix de la diversification des produits agricole. Celle-ci consiste à équilibrer les recettes d'exportation afin que les populations du milieu rural soient indépendantes de ce binôme.

La pratique d'autres cultures économiquement viables permettra, par conséquent, de diversifier les sources de revenus des paysans et de les faire sortir de l'étau de la précarité. C'est dans cette veine que l'introduction et l'adoption de l'hévéaculture en Côte d'Ivoire, a connu un franc succès auprès des populations rurales dans les régions du sud, de l'est, de l'ouest, du centre-ouest et du sud-ouest dont fait partie le département de Méagui. Ainsi, l'hévéaculture s'est présentée comme une alternative économique viable pour les paysans.

A l'instar des autres localités, la création des plantations d'hévéa à Méagui induit la destruction, à la fois des réserves forestières et de certaines plantations de café et de cacao, mais aussi et surtout, la quasi-exploitation des terres sur lesquelles se cultivait le vivrier. La ruée vers l'hévéa se justifie par les revenus inestimables qu'il procure pour atténuer la pauvreté, tant au niveau de l'économie nationale qu'à l'échelle de la population.

Au regard des chiffres publiés par le périodique, Côte d'Ivoire économie N° 10 de 2001, l'hévéa apparaît alors comme une solution à la pauvreté dans la mesure où le secteur a généré entre 10 000 et 15 000 emplois directs et un chiffre d'affaires se situant autour de 190 milliards de F CFA (soit 271 millions d'euros) ; ce qui représente environ 15 % des exportations agro-industrielles du pays. Les performances économiques de l'hévéaculture constituent donc un appui indéniable à la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Elle permet de créer des richesses pour le pays et de contribuer à accroître le Produit Intérieur Brut (PIB). De plus, l'hévéaculture participe à l'équilibre écologique et environnemental. En s'adonnant ainsi massivement à l'hévéaculture, les populations du département de Méagui ont la volonté de garantir leur sécurité financière et de satisfaire aux besoins sociaux vitaux, notamment la sécurité alimentaire.

3.2. L'impact de l'hévéaculture villageoise sur la sécurité alimentaire

L'hévéaculture a des retombés économiques certaines dans les régions où elle est développée. Cependant, sa production a des conséquences réelles sur la disponibilité des ressources alimentaires dans les zones de productions du fait de l'amenuisement important des parcelles de terres dédiées à la production des cultures vivrières. En effet, dans chaque famille, que l'on soit paysan ou fonctionnaire, posséder une plantation d'hévéa devient un impératif. Comme conséquence, la

superficie occupée par l'hévéa n'a cessé de s'accroître malgré la chute drastique des prix du kg d'hévéa (de 1200 F CFA/kg en 2002 pour osciller autour de 200 F CFA/kg en 2023). La volonté de cultiver et d'agrandir sa plantation d'hévéa ne s'est pas estompée comme le souligne S. M. Akmel (2018), compromettant ainsi l'espoir de faire de la place aux cultures vivrière.

Le déclin de l'agriculture vivrière, principale source de nourriture et quelque fois de revenus, reste un facteur de vulnérabilité sociale en Côte d'Ivoire et particulièrement dans le milieu rural. C'est en effet la résultante des politiques agricoles insuffisamment différenciées. Cette situation engendre une précarité des moyens de subsistance des populations rurales et ne permettent pas de faire de la production du vivrier, un secteur économique viable (J. Destombes, 2003). En choisissant d'investir massivement dans le développement et la valorisation prioritaire des cultures de rente industrielles, les autorités ivoiriennes avaient espéré que les recettes d'exportations générées allaient contribuer durablement à importer des denrées alimentaires pour les besoins nationaux (G. H. Coulibaly et al, 2019 ; Y. R. Kinimo, 1986).

De plus, estiment Y. Brondeau (2014) ; Y. C. Koffie-Bikpo et A. D. Dabie Nassa (2011), cités par G. H. Coulibaly et al, (2019, p. 165), la dépendance exagérée du pays à l'égard du marché international constitue un danger au plan socio-économique. Et pourtant, l'agriculture vivrière, la clé de voûte de toute stabilité économique et sociale, apparaît de façon générale, en Côte d'Ivoire, comme « *le parent pauvre* » de la gouvernance agricole, bien que dès la fin des années 1970, une politique d'autosuffisance alimentaire ait été initiée. Cette noble initiative s'est, toutefois, soldée par un échec, les espaces agricoles réservés aux cultures vivrières ayant été relégués au second plan. En générale, dans les zones forestières du sud-ouest ivoirien, notamment dans le département de Méagui, la

valorisation à outrance de l'hévéaculture à côté de la culture du cacao et à une échelle moindre du palmier à huile, expose les populations à une situation d'insécurité alimentaire. Dans ces zones, en effet, les terres de production de vivriers n'existent presque plus. Face à cette situation, le défi reste celui de la diversification culturelle et de la production suffisante du vivrier de sorte à permettre aux exploitants d'avoir de la disponibilité alimentaire sur toutes les périodes de l'année.

3.3. Recommandations

Selon, l'ANADER, l'insécurité alimentaire constitue une menace réelle dans le département de Méagui, car elle touchera environ 80% des populations rurales. La dynamique de production de l'hévéa enclenchée depuis les années 2000, en est à la base. Ces risques peuvent s'aggraver si déjà des mesures concrètes ne sont pas prises, tant par les populations concernées que par les autorités administratives afin de prévenir cette crise. Au niveau des populations par exemple, Il convient de :

- Préserver dans chaque famille, des blocs de terres qui seraient exclusivement destinés à la production des vivriers. Sur ces blocs de terres, il sera question d'y cultiver de façon alternative ou en association les cultures vivrières les plus prisées et prioritaires à la consommation. Par cette pratique, il est possible pour les paysans de garantir et de pérenniser leur sécurité alimentaire sur un long terme.
- Du côté des autorités compétentes, les actions devraient portées sur l'intensification de l'hévéaculture. Cela suppose qu'il faut vendre à bas prix ou mettre gracieusement à la disposition des producteurs, des variétés de plants d'hévéa sélectionnés à haut rendement, de sorte à leur permettre d'exploiter de petites parcelles de plantations pour gagner suffisamment d'argent du fait de leurs rendements élevés. Cela limiterait ainsi, toute intention du planteur à vouloir étendre sa plantation pour gagner plus d'argent. De plus, les

superficies doivent être limitées pour chaque producteur. Cette stratégie aura l'avantage de préserver plus de superficies de terres pour produire des vivriers.

- Il faudra en plus fournir des intrants, de préférence d'origine organique, aux producteurs afin de les amener à fertiliser les sols, mais aussi à bien entretenir les vergers d'hévéa en vue d'accroître leur productivité.
- Les paysans devraient faire fi de tous préjugés liés à l'exploitation des bas-fonds en se les appropriant avec l'aide et l'assistance des techniciens agricoles de l'ANADER, afin de produire suffisamment du riz et des maraîchers pour leur autoconsommation.

Toutes ces dispositions, si elles sont mises en œuvre, pourront constituer, des solutions importantes pour apporter une contribution à la question d'insécurité alimentaire que courent les populations rurales dans le département de Méagui.

Conclusion

La volonté des paysans d'accroître leurs revenus suite à la chute des prix et du vieillissement des plantations de café et cacao les a poussés à adopter l'hévéaculture tout en délaissant les cultures de premières nécessités. L'hévéaculture est en passe de devenir un facteur majeur qui menace la sécurité alimentaire dans la mesure où elle a accentué considérablement la réduction des superficies de terres arables réservées aux cultures vivrières. Elle occupe aujourd'hui plus 40% du territoire dans le département de Méagui et sa culture progresse malgré la chute des prix du marché. Même si l'hévéa constitue une source de revenus économique importante pour les paysans, son impact sur la disponibilité des ressources alimentaires est une réalité qu'il ne faut pas occulter. À Méagui, l'étude révèle qu'environ 80% des populations rurales vivant de l'économie agricole sont menacées par l'insécurité alimentaire. À côté du binôme café-

cacao, si l'hévéaculture représente bien à la fois une source de richesse pour le monde paysan et une richesse risquée. Il est alors intéressant de repenser des stratégies de gestion de sa vulgarisation de sorte à créer des couloirs de production des cultures vivrières afin de prévenir durablement la pénurie alimentaire dans les zones de production comme le département de Méagui.

Références bibliographiques

Akmel M. S. (2018), Enjeux socio-économiques de l'hévéaculture et risque d'insécurité alimentaire en pays Odjukru dans la région de Dabou (Côte d'Ivoire), *tropicultura*, vol 2, n°36, P. 425-434.

Brindoumi, A. K. J. (2012). Les facteurs du développement de l'hévéaculture en Côte d'Ivoire de 1994 à 2012. *European Scientific Journal*. vol.11, No.17. P. 202-219.

Brondeau F., 2014, Comment sécuriser l'accès au foncier pour assurer la sécurité alimentaire des populations africaines : éléments de réflexion, *Vertigo, La revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol.14, N°1, p.1-14, <https://www.erudit.org/en/journals/vertigo/1900-v1-n1-vertigo01649/1027955ar.pdf>.

Brou E. (1982). *Commerce et société en Basse Côte d'Ivoire* :
De
l'économie précoloniale à l'économie de marché, Paris,
université Paris VII,
thèse de doctorat 3è cycle, vol. 2, 574p.

Coulibaly G. H., Kouadio K. J., Gbocho M. A. (2019). La sécurité alimentaire dans un contexte d'urbanisation de la zone rurale : une réflexion à partir de Bonoua, un bassin de production agricole du sud-est forestier ivoirien. *Revue internationale de recherche et d'étude pluridisciplinaire*. n°29. 2019. P. 164-182.

Destombes J. (2003). *Les Causes Structurelles De L'insécurité Alimentaire chronique en Afrique : Études de cas* :

Éthiopie, Burkina Faso et Zambie. Rapport. Ministère des affaires étrangères, Direction du développement et de la coopération technique, bureau des politiques agricoles et de la sécurité alimentaire.
http://www.hubrural.org/IMG/pdf/causes_insecurite_alimentaire_resume.pdf

FIRCA, (2011). *Guide de lutte contre la maladie du swollen shoot du cacaoyer en Côte d'Ivoire*, première édition, 43 p.

Gbodje J.-F. A. (2021). Expansion de l'hévéaculture et risque d'insécurité alimentaire dans le département de Lakota (Sud-Ouest Ivoirien). *Revue espace géographique et société marocaine*, n°45/46. P. 53-68

Kinimoy A. R. (1986). Autosuffisance alimentaire en Côte d'Ivoire : paradoxe ou réalisme socio-économique. *Economie Rurale*, N°175, p.44-49.

Koffie-bikpo C. Y. et Dabie Nassa A. D. (2011). *Production vivrière et sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 272 p.

Kouakou K., Kebe B., Kouassi N. et al. (2011). Impact de la maladie virale du swollen shoot du cacaoyer sur la production de cacao en milieu paysan à Bazré (Côte d'Ivoire). *J. Appl. Biosci.* P. 2947-2957.

Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH). (2014). *États et structures de la population ivoirienne. Vol. 5, Tome 1, Abidjan, INS, 112p.*

Stratégie de Réduction de la pauvreté (DRSP). (2009). *Rapport d'étape*. 199p.

Webographie

Abidjan.net. (2013). L'hévéaculture constitue une menace pour la sécurité alimentaire, selon le DG de l'Anader. [consulté le 11 avril 2020].<https://news.abidjan.net/h/474306.html> .